

**CONFÉRENCE**  
**“De l’insécurité alimentaire à la sécurité sociale de l’alimentation”**  
**Un autre modèle est possible.**

**Amphithéâtre de l’ERTS, Olivet**  
**14 mai 2025**

## **1. Allocations d’ouverture**

**Dominique LORENZI-BRY : animatrice collectif ALERTE ECVL et vice-présidente de l’URIOPSS Centre**

Journée consacrée à la région mais effroi sur les famines organisées ailleurs dans le cadre de conflits comme à Gaza.

Merci à l’ERTS, à Emmanuel BARBIER

Votre présence est un encouragement

Merci à toutes et tous les intervenants

Merci au partenaire du réseau ALERTE

ALERTE est issu d’un réseau national créé en 1994 face à augmentation de la pauvreté.

Réuni 37 associations engagées dans la lutte contre la pauvreté qui ne diminue pas. Objectif : éradication de la grande pauvreté et de l’exclusion. Vocation : porter la parole la parole des précaires, influencer sur les politiques de solidarité, promouvoir l’égale dignité des êtres humains. Citations de Anna Harrendt : « nous ne naissons pas égaux mais pouvons le devenir ».

Depuis 2023 ALERTE approfondit la problématique de la précarité alimentaires car aide alimentaire est à bout de souffle. Droit universel d’une alimentation saine. En 2024, travaux de Dominique BONZI (La France qui a faim, le don à l’épreuve des normes).

Plus de 2 millions de personnes bénéficient de l’aide alimentaire, 18% de la population sous le seuil de pauvreté. Disparition de 30% des oiseaux des champs. Pollution des eaux et des paysages.

A l’échelle sociale, profond sentiment d’impuissance avec augmentation des inégalités sociales, et donc de la violence. ALERTE essaie de structurer des réponses inspirantes, mais il faut aller au-delà.

Rapport collectif de septembre 2024 par le Secours Catholique et autres sur l’alimentation Il sera donc question de démêler les rouages d’un système obsolète et en même temps couteux qui maintient les précaires dans l’indignité. L’alimentation, marqueur des inégalités sociales, peut devenir un instrument de renouveau démocratique. Évocation du rapport de Charles Fournier et de Richard Barraud, Boris Tavernier.

**Gilles LORY Vice-président délégué santé, Solidarités et Territoires du CESER.**

Pacte de pouvoir de vivre s'est constitué en 2019 pour que la société civile soit écoutée.  
Rôle : influencer les pouvoirs publics (État et CT), relier environnement et justice sociale et alimentaire,

Quelques propositions : tarification sociale dans la restauration scolaire issues d'une agriculture durable et bio, promouvoir l'agroécologie avec élevage non intensif, réciprocity des normes de production et d'importation. Retrouver tout cela dans site « Pacte du pouvoir de vivre ».

Grand événement à Nantes les 13-14 juin avec thématique : Reprendre le pouvoir sur nos vies ».

Aussi, le 23 janvier 2024, séminaire : le pouvoir de se nourrir.

Paradoxe : une part importante a du mal à accéder à une alimentation de qualité, pesant sur la santé, alors que le gaspillage augmente (16 milliards d'Euros, 3,7 milliards de repas jetés).

Hérésie sociale, environnementale, économique (produire pour jeter). Le 30 mai dernier, diagnostic commun avec Région CDVL, 7 octobre prochain Assise de l'Alimentation avec la Région. Modèle alimentaire plus juste, plus sain et plus local.

**Bérémy OTTO Chef transition écologique et alimentaire au Mouvement Associatif CDVL**

Sujet majeur au niveau régional.

## **TABLE-RONDE 1 : Regards d'experts nationaux de l'alimentation animée par Séverine Demoustier (FAS CDVL) et Mario Pardo (Conseil Régional des personnes Accueillies/Accompagnées).**

Présentation du débat : Un système d'aide alimentaire violent et vicié ? Une question fondamentale de démocratie car il s'agit de reprendre le pouvoir sur notre alimentation.

**Bénédicte BONZI (anthropologie sociale au LAIOS : Laboratoire d'anthropologie des institutions et des organisations sociales)**

Pour débiter, les acteurs de l'AA font un W formidable : c'est une mission impossible car faire de plus en plus de choses sans augmentation de moyens. Lutte contre la pauvreté, assurer l'équilibre alimentaire, lutter contre le gaspillage et s'occuper du devenir de la production agricole. Case héroïque ! mais limite car besoin de héros qui ont besoin d'être sacrifiés (Boris Pasternic...).

Un autre modèle est possible, déclaration très importante car l'anormalité est maintenant politiquement admise ! Constat d'échec (coûts, gaspillage...) mais des solutions existent comme la SSA. Proposition d'une solution systémique, perspective révolutionnaire, alliance de différentes résistances. Importance de ce thème de la Résistance ! C'est cette résistance qui conduit à un ailleurs. De l'autre côté, une partie de la paysannerie résiste contre la violence de l'agro-industrie qui supprime les paysans et détruit l'espace rural.

Pourquoi cette proposition est importante : glissement de la colère à une stratégie d'actions, et ce au niveau local avec rassemblement d'acteurs différents. Déconstruction d'un système intériorisé, et ce de manière collective. Expérience humaine de réappropriation du droit à l'alimentation

### **Zharin MORENO (Action Contre la Faim, chargée de plaidoyer)**

Avocate à la base, donc regard juridique. Rédaction d'un rapport sur le droit à l'alimentation l'an dernier. Inscription du droit dans une loi-cadre ? Il y a des instances internationales qui appellent à aller plus loin. Mais absence d'un regard systémique donc mise au point d'une méthodologie qui permet à la société civile de contrôler le droit à l'alimentation dans son territoire. La France a des obligations internationales, donc le pacte international des droits économiques et culturels. Droit n'est pas juste satisfaire sa faim même si aide alim est essentielle et urgente.

Revendication structurelle : accès économique et physique à l'alimentation, mais aussi accès aux terres agricoles. Voir association Food Watch. Importance de transcrire dans la constitution de la France le droit à l'alimentation.

Manifeste, députés européens qui se mobilisent, dynamique également au sein de l'Assemblée nationale. Rédaction d'un manifeste.

D'autres pays ont avancé dans ce sens comme l'Amérique latine avec lien entre reconnaissance et non recul de l'insécurité alimentaire alors que tous les pays du N développés ont reculé avec aggravation de la précarité !

### **Charlotte PENOT (collectif ALERTE national)**

Dans le contexte politique, le droit à l'alimentation nourrit une réflexion globale avec émergence du concept de SSA.

QQ chiffres très durs : 1 foyer sur 3 est victime de précarité alimentaire, 8 millions de personnes, 24% de l'empreinte carbone issue de l'agriculture et du système de production. Justice sociale, droit à l'alim et politique écologique : 3 priorités liées.

Pbtique : les régions choisissent leurs priorités et les missions écologiques et alimentaires fondent avec la restriction des moyens. Il faut repenser les politiques de manière globale et structurelle car 8 millions de personnes influent sur la politique nationale ! paradoxe des différentes lois sanitaires et anti-gaspillage qui diminuent les dons. Stigmatisation des précaires avec la mal bouffe mais ils y sont obligés car alimentation de qualité, bio, est plus chère et donc inaccessible !

Importance des PAT avec valorisation des circuits courts et intégration du climat.

Espoir donc, car réflexions nouvelles et propositions concrètes. Loi interministérielle climat-alimentation.

Souligner les bienfaits des pouvoirs publics avec les cantines à 1€.

Mais SSA n'a pas été intégrée dans Stratégie nationale de l'alimentation... donc du travail, de plaidoyer est encore à effectuer ! De même, ambiguïté du chèque alimentaire qui est infantilisant.

### **Marie WASLER, chaire UNESCO Alimentations du Monde**

Expérimentation scientifique de la SSA. Proposition politique d'une carte vitale alimentaire qui proposerait à chacun de bénéficier chaque mois d'un budget pour se nourrir dans des lieux choisis. 50 projets sont en œuvre avec grande diversité. L'expérimentation de Montpellier est la plus ancienne.

La genèse remonte à 2021, contexte post covid, avec dynamique de l'alimentation et nombreuses initiatives et acteurs engagés + importance des structures de recherche : terreau fertile.

Programme « Territoire à vivre » est lancé afin de lancer des collaborations territoriales pour lancer alimentation de qualité.

Idée aboutit sur SSA et volonté de la mettre en œuvre à l'échelle locale en 2022. Question de la démocratie est au cœur. 6 mois de réunion, montée en compétence du réseau d'acteurs et 2023 expérience lancée avec dispositif économique. En 2024 fin première phases avec rédaction d'un rapport.

En voici les conclusions :

Dispositif multi-acteurs : paysans, épicerie sociales et solidaires, acteurs de l'aide, élus, travailleurs sociaux + comité citoyen.

Principe : les foyers participants (370 à Montpellier... c'est donc une micro-expérimentation).

Chaque foyer cotise chaque mois librement et reçoit en échange 100 € à dépenser dans un réseau de points de vente conventionnés (49 points de vente). Les transactions se font avec une interface numérique (donc dépense uniquement dans les lieux conventionnés). Comité citoyen de 61 personnes qui fonctionne avec principes démocratiques et participatives.

Le Comité a choisi cotisation libre et non sur critères sociaux pour éviter stigmatisation de la pauvreté et instituer une confiance.

À venir, montant différencié selon la taille du foyer.

Choix : soit les foyers étaient choisis par tirage au sol sur des critères d'âge et de revenu + membres du Comité citoyen, + personnes orientées par les travailleurs sociaux. Un modèle économique qui repose sur cotisation + aide publique et privée. Caisse structurée en association.

Résultats saillants :

1. Accès à l'alimentation aux personnes en difficulté avec réduction précarité alimentaire tant quantitatif que qualitatif/ bénéfique psychologique et social avec possibilité d'inviter d'autres personnes car alimentation de qualité
2. Négativement : quelque violences symboliques de fréquenter des lieux de riche (supermarché bio) mais appropriation progressive.
3. Quelle influence sur production agricole ? Soutien économique aux points de vente bio mais cela ne fait pas d'effets leviers pour les producteurs locaux, notamment en bio. Pas de dynamique d'interconnaissance entre les points de vente du réseau conventionné. Donc, quelle animation ?
4. Dynamique démocratique : incarnation puissante au sein du Comité citoyen, et ce dans un groupe très différent socio-culturellement. Une belle expérience humaine. Développement du pouvoir d'agir, rencontres de l'altérité, développement de compétence au débat public (école de la démocratie).
5. Les limites viennent du rapport de pouvoir de genre et de classes sociales : atténués mais pas disparus... temps d'appropriation... le temps démocratique est ce qu'il est... il faut le sacraliser (donner du temps au temps !). Élan démocratique vécu qu'au niveau du Comité citoyen mais peu au niveau du réseau, notamment des points de vente.

Comment cela inspire nos politiques publiques ? Importance des conventions citoyennes...

Cotisation : 100€ par mois il n'est pas obligatoire de tout dépenser dans le mois. Production d'un film et plusieurs livrables sur le site de « Territoires à vivre Montpellier ». Projection du film.

### **Débat avec la salle :**

Une bénévole des restaurants du cœur : Il était interdit de distribuer des produits avec une date de préemption dépassée... alors que tous les produits donnés étaient dans ce cas-là (avec date du jour le plus souvent). >>>> système pervers.

ACF : d'autant plus que nouvelle réglementation (loi Garrot) permet aux supermarchés de vendre à bas coûts les produits très proches de la date de préemption, d'où baisse des dons et augmentation des dons avec très faible durabilité sanitaire.

Bonzi : la loi Garrot, en trouvant un débouché aux produits périmés, à contribuer à augmenter le gaspillage et la production. Le système est conduit à surproduire, et donc à gaspiller.

Le contre-don est l'exemption fiscale faite aux supermarchés, et les précaires sont la variable d'ajustement du système.

S'appuyer sur une monnaie locale et numérique, c'est s'affranchir du marché et cela permet des expérimentations impossibles sinon. Donc, grande pertinence des monnaie locale. Cela fait le lien avec la cotisation sociale car il y a un intérêt collectif et commun à reprendre le récit historique du commun et du social. La force de la Sécurité Sociale au départ était qu'elle était confiée aux Syndicats. Promouvoir les Clases, c'est reprendre la main sur l'équité sociale. J'insiste sur plusieurs mots : perspectives révolutionnaires (car ce sont les premiers concernés qui ont la maîtrise de l'outil !), énorme budget de 120 milliards d'Euros qui serait sorti du système de l'agro-industrie, d'où vive opposition du lobby ! Lecture : « comment faire tomber un dictateur quand on est petit », de Popovic. Manifeste drôle et intelligent de la révolution démocratique. Importance de ne pas aller trop vite, importance que chaque territoire trouve sa voie et son expérimentation. Selon Popovic, la force, c'est le nombre... il faut donc prendre le temps pour pas que la SSA soit instrumentalisée par les politiques publiques.

Il faut décorréliser aide alimentaire et lutte contre le gaspillage alimentaire. C'est une fausse bonne idée qui conduit à des mesures perverses.

Comment réfléchir à la SSA dans un contexte de déficit budgétaire national ?

MW : La monnaie numérique existait à Montpellier avant le lancement de l'expérimentation de Montpellier. L'expérimentation de la Caisse alimentation fait levier à Montpellier, notamment dans d'autres structures et domaines d'action.

Comment articuler les politiques régionales en faveur de l'alimentation (cantine à 1€...), notamment des publics fragiles étudiants et apprenants, avec la SSA ...

Expérience de l'ERTS en faveur des étudiants et apprenants précaires qui se paupérisent rapidement.

## **TABLE RONDE 2 : Présentation croisées d'initiatives en Région Animée par Johan PRIOU (URIOPSS) et Florence PORITZ déléguée CRPA**

Exemples de précarité à partir de personnes réelles, étudiants, précaires... la France qui a faim

### **Mathias ROCCI (DREETS)**

Parole de l'État, de la DREETS, pour comprendre ce qui est impulsé. Pour simplifier, 2 grands blocs, un historique qui accompagne l'achat des denrées et d'appui des structures, un plus récent programme Mieux Manger pour tous en 2022

Mieux Manger pour tous, lancé en 2022 par Elizabeth Borne avec lancement d'un Fonds d'aide alimentaire durable FAAD qui est devenu Mieux manger pour tous. Objectifs : améliorer qualité nutritionnelle et gustative de l'aide alimentaire / réduire impact environnemental

En 2023, 60 millions d'Euros mis sur la table avec objectif 100 millions d'Euros en 2027. En région centre, 12,3 millions. Volet régional 20 millions d'Euros : développement d'alliances locales/ soutien PAT, transformation AA / diminution des zones blanches. Associer si possible les personnes concernées, ie les précaires et bénéficiaires de l'aide.

On a financé 46 actions en RCVDL, 7 régionales ou interdépartementales / pluralité des porteurs de projets. Territoires ruraux ou urbains. Divers publics (scolaires, étudiants, familles monoparentales...). Ce dispositif a favorisé des actions très différentes (cuisine mobile, alimentation solidaire...). Grande importance de l'aspect multi-partenarial. Caractère pluriannuel qui donne une pérennité aux actions, et ce malgré complexité administrative de l'instruction des dossiers. Levier pour évolution de l'AA.

Mieux Manger Pour Tous, une action de l'État pérenne et innovante.

### **Clémence BERLINGEN (Open Food network, CLAP)**

Comité Local de l'Alimentation du Perche (CLAP !)

PNR Perche entre Chartres et le Mans

Histoire commence à la sortie du COVID avec questionnement sur accessibilité des produits locaux et bio des producteurs locaux. D'où expérimentation jardins partagés, paniers solidaires et réflexion sur SSA. Création de 2 marchés solidaires à Nogent le Rotrou avec ATD Quart Monde (récupération des invendus bio et relocalisation Beauce / vente à prix libre qui élargit la gamme de produits) et Brotoncelle plus à l'Ouest (producteurs bio du perche qui propose

leur produit à 40% de leur prix avec possibilité de rééquilibrage libre du prix). Deux Maisons partagées.

Création d'un Comité Local de l'Alimentation pour aboutir à un système de SSA et de Caisse. Nécessité du temps long, création d'une culture commune sur l'alimentation. Fonctionnement par groupe de pair (méthodologie ATD Quart Monde) : un groupe de producteurs, un d'élus et chargés de missions CT, un de mangeurs. Travail en sous-groupe puis comité entier avec thèmes sur les vécus différents (économique, politique). Deuxième temps sur la notion de système alimentaire avec PAT du PNR Perche. Troisième sur la notion de résilience et le prochain autour de la notion d'un futur désirable. A venir, coût et prix.

La seconde phase sera plus technique pour lancer la caisse locale alimentaire (septembre 25-été 26)

Application locale du concept de SSA

Le bénévolat concerne les structures de l'AA mais aussi les jardins partagés ? Quel bilan ?

Aspect démocratique : 3 associations organisent le CLAP mais volonté démocratie participative.

Freins : rapport au temps car temps humain est long avec impatience, frustration et découragement parfois... nécessité de ce temps de concertation et d'appropriation. Problématique d'isolement et de difficulté à se déplacer. Mobiliser des personnes qui ne se sentent pas concernées... et qui le sont !

Leviers : ancrage des structures partenaires sur leur territoire / Lien avec PAT / soutien de la DREETS qui finance le temps humain / méthode en groupe de pair et implication des producteurs.

### **Martine JOLY (association PARMENTIER)**

PARMENTIER est un circuit court solidaire et un slogan : « agir pour la justice alimentaire ». Importance de faire autrement et de dépasser

Parmentier, ça marche... En 2025, c'est 90 000 € d'achat, 28 tonnes distribuées, circuit court solidaire, des livraisons chaque semaine, produits locaux pour toutes et tous...

Produits payés à leur juste valeur (et non juste prix). Importance de l'œuf dans les épiceries sociales et solidaires, car partagé par tous.

Un salarié, un réseau d'acteurs, Mieux manger ensemble (au lieu de Mieux Manger Pour Tous) avec découverte pour beaucoup du cycle végétatif des légumes...

Réseau d'acteurs diversifiés avec gouvernance partagée et intégration de la logistique, des producteurs -lutte contre le gaspillage qui passe par anticipation des besoins- , distribution dans les épiceries sociales. On a aussi un groupement de commandes émanant d'un collectif de chômeurs. Partenaires financiers (région, département...).

Pourquoi ça marche ? une aventure humaine, un ancrage territorial, un soutien financier exceptionnel. On a démarré par le vécu des Associations d'aide alimentaire, du PAT et plus généralement par celui des différents acteurs. Un collectif de personnes engagées, aidées par l'agglo de Blois et dispositif Mieux Manger Pour Tous, a permis de lancer le projet. Par rapport à Montpellier, on souhaite s'appuyer sur les groupements de commande.

Il y a de moins en moins de gaspillage de produits frais car les supermarchés ne les donnent plus. Il faut donc acheter des produits de base frais, et donc avoir les moyens. Parmentier, initie des liens directs entre producteurs et consommateurs afin de limiter le gaspillage.

Notion d'autonomie et de dignité pour les personnes en personne précarité alimentaire car choix du produit et du lieu : c'est l'intérêt du chèque alimentaire.

Parmentier et après : du rêve à la réalité ! quels financements après 2025 ? Pérennité de Mieux Manger Pour Tous ??? Dépendance des appels d'offre et à projets...

Acquisition de compétences par l'association qui peut aussi appuyer d'autres projets avec transfert d'expériences.

### **Julie GAUCHER (Ligue de l'Enseignement, FOL 37) et Hakima BELLAHOUEL, association COURTELINE**

Projet Local de l'Alimentation en Indre-et-Loire / né après le COVID et de l'ADEAR 37/ Importance Mieux Manger Pour Tous / réunion d'acteurs différents en coordination

Envie d'expérimenter sur le quartier Couteline avec temps de réunion collective autour du droit à l'alimentation, gestion festive, repas partagé, projection de film

En décembre 2024, choix de travailler sur la suite des expérimentations. Deux groupes de travail : précarité des associations, appui du réseau national VRAC (Réseau d'Achat en Commun) qui propose des moyens logistiques mais il faut trouver des financements. Transformation durant une journée d'un centre social en épicerie sociale.

Hakima est membre du Comité Local d'Alimentation. Cartographie des épiceries solidaires et des supermarchés. Enquête auprès des consommateurs sur le choix des lieux d'achat et des produits. Ateliers de cuisine. Bénévolat. Super témoignage...

#### **Débat avec la salle :**

Et les migrants ? situation alimentaire critique et volonté des migrants de travailler dans les champs mais impossibilité réglementaire alors que grand besoin. Réponse d'ATD Quart Monde qui évoque problème de déplacement et de la langue. Intégration par les jardins partagés à Nogent le Rotrou.

Baisse des fonds pour l'aide alimentaires car Mieux manger pour tous est un fonds mais n'est pas un crédit. La DREETS confirme la baisse des crédits car arbitrage politique dans un contexte de crise budgétaire.

### **TABLE RONDE 3 : Échanges entre personnalités politiques Animée par Emmanuel Barbier (Secours Catholique du Loiret)**

Quels demains pour l'aide alimentaire et l'alimentation solidaire et durable ?

#### **Emmanuel DUPLESSY (député de la 2<sup>ème</sup> circonscription du Loiret)**

Expérience de la précarité alimentaire en étant étudiant même si l'ampleur de la crise était beaucoup moins forte. Député vert, présentation dans le cadre de la niche parlementaire d'un projet de loi sur la Sécurité Sociale Alimentaire.

Recul de la qualité de l'alimentation avec 37% des Français qui déclarent des difficultés à se nourrir comme ils le souhaitent, notamment en milieu rural. Avec augmentation de cette précarité.

Universalité et solidarité, Sécurité Sociale Alimentaire calquée sur Sécurité Sociale de la Santé. Effet ciseau stupéfiant avec augmentation des prix pour les consommateurs et de la pauvreté pour les producteurs. Initier un système d'échanges et de proximité entre producteurs et consommateurs. Transition... un élément davantage déclaratif que performatif

Proposition de loi est en 3<sup>ème</sup> lecture, pas de vote car argutie des Républicains opposés à plus grande taxation des ultra-riches

### **Jérémie GODET, Conseil régional, vice-président délégué à l'ESS**

Pas délégué à l'alimentation et à l'agriculture, mais délégué à la transition écologique et sociale et à l'ESS.

Je ne reviendrai pas sur les enjeux très bien présentés aujourd'hui. Mais 3 remarques :

1. La façon dont est posé le sujet de l'alimentation aujourd'hui est la bonne car on ne réussira pas s'il n'y a pas de démocratie et de justice sociale
2. Il y a un angle mort, c'est qu'à aucun moment on évoque les effets du changement climatique sur les transformations de l'agriculture et de l'élevage
3. On parle de l'assiette mais pas assez du verre d'eau

Assises de l'alimentation lancée par la Région Centre Val de Loire. Alimentation, marqueur de l'identité régionale. Concertation engagée ; nécessité de poser le sujet de la justice alimentaire et de la Sécurité Sociale Alimentaire.

Stratégie de territoire est une des fonctions de la Région Centre Val de Loire. Volonté que le 7 octobre, il y ait un atelier consacré à la Sécurité Sociale Alimentaire. Permettre aussi aux très nombreuses initiatives en cours de se réunir et de dresser le bilan des expériences. Besoin de coordination. D'investissement. Se voir avant le 7 octobre pour lancer la dynamique.

### **Myriam RAUX, Responsable département prévention, promotion de la santé et éducation thérapeutique à l'ARS**

Mise en lumière de projets dans lesquels on peut participer ; Importance du travail en transversalité

Importance des 1000 premiers jours pour les jeunes

Diminution des cancers avec nutrition saine / santé environnementale

Maintien des crédits pour la partie prévention, et ce malgré baisse globales des moyens.

EB : Tension entre baisse des crédits sur l'existant et appui des initiatives innovantes... Que faire ? Quel demain ? Comment tenir collectivement cette tension ?

EP : après débats budgétaires, 20 milliards en moins en 2025 et on annonce 40 en moins en 2026. Les Verts dénoncent pertes des recettes liées à baisse des impôts pour les entreprises les plus riches et les ultra-riches.

JG : la table-ronde manque de pluralité politique... la région n'a pas d'impôts locaux sauf les cartes grises. Essentiel du budget vient de l'État et de la TVA. Baisse de 40 millions de subvention, d'où relecture du programme d'actions de la Région avec baisse de chaque poste. Je suis solidaire du budget mais il y a des choix que je ne partage pas (subvention d'un million d'Euros à Ryan Air de Tours, soutien de l'aéroport de Châteauroux,

**Marie-Paule LEGRAS-FROMENT, Présidente FAS CDVL & Dominique LORENZI-BRY, vice-présidente UROPSS**

Associer les personnes précaires aux choix et actions en faveur de l'alimentation : respect de la dignité des personnes.

Copilotage d'une feuille de route régionale / durant l'été, à la demande de la DREETS, travail conduit dans le cadre de Mieux Manger Pour Tous, de donner la parole aux desiderata des précaires.

Journée intéressante qui a repris des fondamentaux qui méritaient d'être renommés. J'ai été frappé par les « Héros sacrifiés » de Bénédicte BONZI, mais selon moi il s'agit surtout d'Héroïnes ! ce sont surtout des femmes qui se sont exprimées ! alors que les politiques sont des hommes ! En quoi le système reproduit la pauvreté, comment éviter que les femmes en foyer monoparental soient les plus touchées par la précarité alimentaire... et par la reproduction des injustices ?